



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

discours du Président de la République devant le Parlement européen
Question au Gouvernement n° 825

Texte de la question

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DEVANT LE PARLEMENT EUROPÉEN

M. le président. La parole est à M. Olivier Becht, pour le groupe UDI, Agir et indépendants.

M. Olivier Becht. Monsieur le Premier ministre, comme cela vient d'être rappelé, le Président de la République s'exprimait hier pour la première fois devant le Parlement européen, à Strasbourg, pour donner sa vision de l'avenir de l'Europe. Le fort engagement européen exprimé et le volontarisme des propositions avancées pour réformer l'Europe méritent d'être salués, et ils s'inscrivent pleinement dans la ligne politique humaniste et européenne de notre groupe.

M. Éric Straumann. Encore un qui veut entrer au Gouvernement !

M. Olivier Becht. Nous nous retrouvons notamment dans l'idée d'une souveraineté européenne dans les domaines de la sécurité intérieure et extérieure, d'une économie protectrice des travailleurs et des consommateurs, du climat et de l'énergie, de la santé et de l'alimentation et, enfin, du numérique. Oui, nous avons besoin de cette Europe !

Toutefois, dans un contexte difficile marqué par la montée des populismes au sein de l'Union européenne, mais aussi par des tensions extérieures avec les pays de la périphérie, notamment la Russie et la Turquie, il est urgent d'agir. Nous ne pouvons aujourd'hui nous contenter d'ouvrir le débat. Si nous voulons éviter la déconstruction de l'Europe, le retour des démons du passé et des conflits armés qui les accompagnent, nous ne pourrions pas nous contenter de « professions de foi ». Il faudra des « actes de foi ».

Pour remobiliser la confiance des peuples et garantir la paix, il nous faut désormais nous engager en proposant un plan à la hauteur du pari, et peut-être aussi du rêve, que firent les pères fondateurs de l'Europe il y a bientôt soixante-dix ans.

Nous avons confiance, monsieur le Premier ministre, dans l'audace réformatrice du Président de la République (« Ah ! » *sur les bancs du groupe LR*) et de votre gouvernement, mais nous souhaiterions savoir quelle méthode vous comptez suivre pour aboutir rapidement à des propositions concrètes de réforme de l'Europe, que la France puisse proposer à ses partenaires.

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

M. Éric Straumann. Vous prendrez combien de constructifs sur la liste ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Monsieur le député, le débat d'hier à

Strasbourg a été dense, intense et riche.

Un député non inscrit . Il a été nul !

Mme Nathalie Loiseau, ministre . Le message que le Président de la République est venu délivrer est celui de l'urgence à agir en Europe, parce que l'Europe, vous l'avez rappelé, est mise au défi. Le monde est de plus en plus dangereux et instable, le protectionnisme est de retour et, pour faire face au changement climatique et accomplir la transition numérique, il faut une réponse européenne.

Mais l'urgence, c'est aussi...

M. Thibault Bazin. De descendre de Jupiter !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. ...de répondre aux doutes, aux interrogations et aux insatisfactions que manifeste une partie des peuples européens vis-à-vis du projet européen lui-même. Les élections italiennes sont venues nous rappeler que l'Europe n'avait pas été assez présente au moment où une partie des Européens avait besoin d'elle.

M. Fabien Di Filippo. Vous n'avez rien compris !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. La vision de l'Europe que nous défendons, vous le savez, c'est celle d'une Europe qui protège. Nous avons de nombreuses propositions à faire, et nous avons déjà obtenu des résultats, qu'il s'agisse de la réforme du régime des travailleurs détachés...

M. Fabien Di Filippo. Parlons-en !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. ...de l'Europe de la défense, dont les bases ont été jetées, ou encore du renforcement des mécanismes de défense commerciale. Face à Washington, face à Moscou, face à Ankara, l'Europe sait parler d'une seule voix. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Christian Jacob. Vous vous rendez compte de ce que vous dites ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Nous avons encore beaucoup à faire. Nous voulons réformer l'Europe au profit des citoyens, nous voulons la réformer avec les citoyens, et tel est l'objet des consultations citoyennes pour l'Europe. Il faut que le visage de l'Europe de demain soit celui de ses populations. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. Mes chers collègues, je vous invite à respecter les orateurs et les oratrices qui posent les questions ou qui y répondent. On se plaint suffisamment qu'il n'est pas assez souvent question de l'Europe dans cette assemblée, pour que, lorsque l'on en parle, les voix ne soient pas couvertes par du chahut ou du brouhaha. Chacun peut s'exprimer, formuler son point de vue, ses critiques comme son adhésion. C'est la liberté de parole à l'Assemblée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Becht](#)

Circonscription : Haut-Rhin (5^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 825

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 avril 2018](#)